

## **Centre de Coordination de la lutte Anti-mines en R.D. Congo**

### **Le Japon soutient la Lutte Antimines en République Démocratique du Congo (RDC)**



Les nombreux conflits qui ont touché la République Démocratique du Congo depuis plus d'une décennie ont contribué à disperser sur tout le territoire un nombre, jusqu'à présent inconnu, de mines et restes explosifs de guerres (REG).

Selon les données en possession du Centre de Coordination de la Lutte Antimines des Nations Unies (UNMACC), toutes les provinces du pays sont touchées par cette contamination à un degré plus ou moins important. Pour l'heure, les provinces les plus affectées sont l'Equateur, le Katanga, le Kasai Occidental, le Kasai Oriental, le Nord et le Sud Kivu, le Maniema, et la Province Orientale.

L'impact des pollutions par mine et REG sur le tissu socio-économique du pays est considérable. En effet, la simple suspicion de contamination sur un axe routier ou un aéroport peut engendrer une limitation de la mobilité des personnes et des produits dans cette zone, et conduire à terme à l'isolement et à l'appauvrissement des populations.

Cher au principe de sauvegarde de la dignité des populations et de la préservation de la sécurité humaine, le Japon a décidé de soutenir la Lutte Antimines en RDC depuis 2007. La RDC a ainsi bénéficié de plus de 4.700.000 US Dollars entre 2007 et 2010 de la part du Japon ; ces années de financement par Tokyo, ont permis, entre autre, de développer le secteur de l'éducation au risque des mines, de continuer la dépollution des zones dangereuses à travers le pays, et de renforcer l'assistance aux victimes.

Sur ce dernier point, une avancée considérable a pu être réalisée en 2010 avec la tenue en octobre dernier du premier atelier national sur l'assistance aux victimes, organisé par UNMACC en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire. Cet atelier a abouti à la rédaction d'un plan d'action national qui sera officiellement lancé en 2011.

En 2011, le Japon a renouvelé son soutien à la Lutte Antimines en RDC en acceptant de financer, à hauteur de 3.400.000 US Dollars, les opérations de dépollution aux alentours de l'aéroport international de Bangboka à Kisangani en Province Orientale.

En effet la ville de Kisangani, de par sa situation géographique (située au cœur du pays, reliant l'Est à l'Ouest, la rendant indispensable au contrôle des mouvements de troupes), a fait l'objet de convoitise conduisant par deux fois (entre 1996 et 1997, et entre 1999 et 2000) à de violents affrontements entre l'armée régulière et la rébellion.

Aujourd'hui, plus de 13 ans après les premiers affrontements, les informations récoltées par les opérateurs de déminage de la région, indiquent que l'aéroport de Bangboka et ses alentours seraient les zones les plus contaminées par mines et REG ; ce qui affecte directement la mobilité et la vie des nombreuses communautés implantées dans le secteur et qui vivent de l'exploitation de ces terres arables.

Dans la droite ligne des objectifs du plan de stabilisation et du plan d'action humanitaire qui mettent l'accent sur la protection des populations d'une part, et sur l'accessibilité d'autre part, UNMACC a conçu un projet de 8 mois, constitué en grande partie d'opérations de déminage mais également d'activités de sensibilisation au danger des mines. Monsieur Harouna Ouedraogo, le Gestionnaire de UNMACC précise que « grâce à ce projet, 3 zones suspectées d'être minées et couvrant 8 millions de mètres carrés seront dépolluées, réduisant ainsi les risques d'accidents liés aux mines et REG au sein des communautés, et sécurisant le pourtour de la piste d'atterrissage de l'aéroport international de Kisangani ».

Ce nouveau projet est le témoignage renouvelé de l'intérêt que porte le Japon à la paix et à la sécurité des populations dans le pays. Il portera la contribution japonaise au secteur à 8 182.013 US Dollars depuis 2007, faisant du Japon l'un des principaux bailleurs de fonds de la Lutte Antimines en RDC.